

LICENCE 1 — 1^{er} semestre

Institutions internationales

LES CARACTERES DU DROIT INTERNATIONAL

➤ Un droit sans législateur

Ce sont les Etats (et les Organisations internationales, qui sont dans la majorité des cas des associations d'Etats) qui produisent le droit international.

Condition de l'établissement et de l'application d'une norme internationale → le **consentement étatique** : en vertu de sa souveraineté, un Etat est libre de ne pas s'engager dans un acte conventionnel.

*Ex : 3 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (la Chine, les USA et la Russie) n'ont pas ratifié le traité du 17 juillet 1998 instituant la **Cour pénale internationale** → les ressortissants de ces Etats sont donc à l'abri de toute poursuite de cette juridiction à l'exception des faits commis sur le territoire d'un Etat partie.*

Le **traité** reste l'instrument le plus adapté aux configurations du système international. Il s'agit d'un acte juridique écrit collectivement par des Etats partis. Il respecte la souveraineté et l'égalité formelle entre les Etats.

Le droit des relations internationales vise à domestiquer la violence en proposant aux parties des moyens pacifiques pour régler le différend.

Les **Etats, auteurs du droit international**, sont aussi les **destinataires de la norme internationale** : coopération inter-étatique.

Certains traités s'adressent aussi directement aux personnes physiques (CEDH par exemple). *CPJL, avis consultatif 3 mars 1928, Affaire sur la compétence des tribunaux de Dantzig* → un traité international peut créer des droits et obligations pour les individus applicables par les tribunaux nationaux.

Mais le consentement de l'Etat reste nécessaire à la reconnaissance des droits ou obligations des personnes privées dans l'ordre juridique international.

La norme internationale reconnue à la personne privée peut être non reconnue par l'Etat, ce qui la rend non effective à l'égard de ses nationaux.

Emergence d'un **droit international impératif** (d'un **OP international**) → droit dont le respect s'imposerait de manière absolue. Cet OPI comble l'absence de législateur dans l'ordre international (sorte de « droit constitutionnel international »).

Convention de Vienne sur le droit des Traités de 1969, dénomme le **droit impératif** le **jus cogens** → principes de droit réputés supérieurs et universels devant constituer les bases des normes impératives du droit international général. Cette notion est définie à l'article 53 de la Convention de Vienne.

Article 53 Convention de Vienne de 1969 → « une norme impérative est une norme acceptée et reconnue par la communauté internationale des Etats dans son ensemble ».

Parmi les obligations non susceptibles de dérogation par les Etats → interdictions les plus fondamentales du droit international.

Commission du droit international en propose une liste dans son Quatrième rapport sur les normes impératives du droit international général (jus cogens) du 31 janvier 2019 → (liste non exhaustive) :

- Interdiction de l'agression, de la torture, du génocide, des crimes contre l'humanité, de l'apartheid et de la discrimination raciale, de l'esclavage.
- Le droit à l'autodétermination (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes).
- Règles fondamentales du droit international humanitaire.

La Convention de Vienne admet la possible évolution du contenu de ce droit impératif.

La **JP internationale** a également consacré la valeur impérative de certaines règles :

- CIJ 3 février 2006 Rép. Dém. Du Congo c/ Rwanda : valeur impérative de l'interdiction du génocide.
- Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, 10 décembre 1998 ; CEDH 21 novembre 2001 Al-Adsani c/ RU ; Cour inter-américaine des droits de l'Homme 27 novembre 2003 Maritza Urrutia c/ Guatemala : interdiction de la torture.

En droit interne, l'Etat est chargé d'assurer le respect par les particuliers de l'OP interne. En droit international, il n'y a pas d'institution centrale ayant le pouvoir d'imposer le respect des règles impératives (même si cette fonction est ambitionnée par l'ONU).

Similitudes entre les rapports entre Etats et les rapports contractuels de droit privé (accord de volontés) → application de la règle Pacta sunt servanda (les accords doivent être respectés) : caractère obligatoire des engagements internationaux et des règles qu'ils prévoient.

La Charte des Nations Unies, instituant l'ONU en 1945, est la charte constitutionnelle de l'unique organisation internationale compétente à titre universel et regroupant l'ensemble des Etats. Cependant, la Charte n'est pas comparable à la Constitution de la communauté mondiale → elle n'a pas été rédigée à des fins constituantes ; elle ne produit pas d'effet erga omnes comme une constitution dans un Etat et elle n'est pas sanctionnée par un juge constitutionnel.

➤ **Un droit aux effets relatifs.**

Les engagements internationaux ne lient que les Etats qui y ont consenti (comme les particuliers en droit des contrats avec l'effet relatif des contrats).

Les rapports internationaux sont des **rapports horizontaux**, ce sont des rapports intersubjectifs. Le droit international est un droit politique. Il n'exprime pas une volonté générale universelle. S'il existe un intérêt général en droit international, celui-ci variera en fonction de la représentation que chaque sujet du droit international se fait de cet intérêt.

Conséquence fondamentale → le **consentement étatique** est à la base de la soumission de l'Etat au droit des relations internationales. La prise d'un engagement international pose des limitations de liberté qui ne sont pas des atteintes à la souveraineté de l'Etat car ces limitations dérivent de cette souveraineté.

Ce caractère relatif (selon lequel les engagements internationaux ne produisent effet qu'entre les Etats qui y ont souscrit) s'illustre dans le **mécanisme de l'inopposabilité** → technique par laquelle un Etat peut décider d'exclure, à son profit, les effets légaux d'une norme internationale ; cette norme internationale, du fait de la volonté de l'Etat, ne s'applique pas dans son ordre juridique interne, elle n'en fait pas partie. Pour autant, une telle norme est valide, au sens où elle existe dans l'ordre juridique international.

Ex : Instaurée en 1950 dans le cadre du Conseil de l'Europe, la France n'a ratifié la CEDH qu'à compter de 1974. Entre 1950 et 1974, la CEDH n'était pas opposable à la France puisque celle-ci refusait d'en reconnaître les effets.

➤ **Un droit à l'autorité variable.**

L'autorité du droit international varie d'un ordre juridique (interne) à l'autre. Il est dépendant des ordres juridiques internes. La place du droit international dans les ordres juridiques est librement déterminée par l'Etat. Un mouvement général d'élévation de l'autorité du droit international dans les ordres juridiques internes se constate un peu partout.

Classiquement, la doctrine distingue **deux modalités des rapports entre le droit international et le droit interne** :

- **Le monisme** : droit international et droit interne sont de même nature. Les règles internationales pénètrent le droit de l'Etat et font corps avec lui.
On distinguera ainsi le monisme à primauté du droit interne (primauté du droit étatique sur le droit international) et le monisme à primauté du droit international (primauté de la norme internationale sur la norme interne).

Le droit positif international plaide en faveur du monisme du droit international : **article 27 de la Convention de Vienne de 1969** sur le droit des Traités : « *une partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité* ».

Etats à tendance moniste : USA, France, Espagne → les **Traités internationaux dit d'applicabilité directe** peuvent s'appliquer directement dans l'ordre juridique interne (pas d'exigence de norme de transposition nationale).

Il appartient aux juges nationaux de se prononcer sur le caractère directement applicable d'un traité international.

A cet égard, la JP exige généralement deux conditions :

- **L'intention des parties** : les Etats auteurs du traité ont-ils souhaité que ce traité crée directement des droits et obligations dans l'ordre étatique ?
- **La précision** : les clauses du Traité peuvent-elles s'appliquer en tant que telles.

Si le traité n'est pas d'applicabilité directe, une loi de transposition sera nécessaire.

- **Le dualisme** : l'ordre juridique international se sépare radicalement des ordres juridiques étatiques (chacun obéit à une logique propre et ces deux ordres n'ont pas de points de contact).

Etats à tendance dualiste : Grande Bretagne, Italie, Allemagne → une loi est donc nécessaire pour qu'une norme internationale intègre le droit interne.

Ex. : en Grande-Bretagne, le Human Rights Act de 1998 est une loi britannique adoptée par le Parlement du RU, entrée en application en 2000, qui prévoit l'incorporation de la CEDH dans le droit britannique.

Position du droit international au sein de l'ordre juridique français (hiérarchie des normes)

Préambule de la Constitution de 1946 → « la République française se conforme aux règles du droit international public » (formule assez évasive).

En France, le droit international a une **valeur infra-constitutionnelle et supra-législative**.

La Constitution française ne contient aucune disposition permettant de trancher les conflits normatifs entre la Constitution et un engagement international.

Article 54 Constitution française : « *Si le Conseil constitutionnel a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution* ».

- La Constitution (C°) bloque les effets du traité lorsque ceux-ci ont des dispositions contraires à la Constitution (donne une valeur prééminente à la C°) ; mais il faut adapter la C° pour que le traité puisse s'appliquer en droit interne (ce qui incite à considérer le traité comme étant prééminent) → donc l'article 54 C° ne règle pas le conflit de normes entre norme constitutionnelle et norme internationale puisqu'il est tout aussi admissible de modifier la C° que de ne pas ratifier le traité.

La position hiérarchique du droit international en droit interne français n'est donc pas claire.

Le Conseil constitutionnel est régulièrement invité à se prononcer sur la constitutionnalité des traités communautaires et des traités potentiellement porteurs de principes contraires à la Constitution. La saisine du Conseil constitutionnel appartient au Président de la République, au premier ministre, au président de l'Assemblée nationale, au président du Sénat, à 60 députés ou à 60 sénateurs.

En vertu de l'article 54 de la Constitution, si le Conseil constitutionnel déclare qu'un engagement comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de le ratifier ou de l'approuver ne pourra intervenir qu'après une révision de la Constitution.

Ex : en 1992, à l'occasion de la ratification du Traité de Maastricht, le Conseil constitutionnel a considéré que ce traité comportait des clauses contraires aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale. Une modification de la Constitution a donc été réalisée afin de pouvoir intégrer le traité de Maastricht en droit interne français.

Les traités régulièrement ratifiés ont, dans l'ordre juridique français, une **valeur supra législative** : CE 20 octobre 1989, *Nicolo* ; CE 30 octobre 1998, *Sarran* ; Cass. AP 2 juin 2000 *Dame Fraisse*.

Article 55 C° : « Les traités ou accords **régulièrement ratifiés** ou approuvés ont, dès leur **publication**, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, **de son application par l'autre partie** ».

Cette primauté du traité international sur la loi est soumise à certaines conditions, selon l'article 55 de la Constitution :

- Régularité de la ratification parlementaire (compétence du Conseil d'Etat : CE 18/12/1998 SARL du parc d'activités de Blotzheim).

- Publication du traité au JORF.
- Condition de réciprocité (« *sous réserve de son application par l'autre partie* » : article 55 C°).

Les juridictions ajoutent deux conditions supplémentaires : la norme conventionnelle, pour être invocable en droit interne, doit être :

- Claire.
- Doit créer des droits subjectifs.

De manière générale, en présence d'un engagement international qui prévoit que les Etats parties adopteront dans leur législation des dispositions dites programmatiques, permettant d'atteindre certains objectifs, le juge sera réticent à admettre l'effet direct des stipulations concernées.

Ces règles sont valables en ce qui concerne les traités. La place des autres sources internationales (coutumes internationales et actes unilatéraux) est encore plus aléatoire et n'est pas définie.

USA et Allemagne → le droit international n'a qu'une valeur législative.